

## Mémorandum de la Commission sur l'impact des fonds structurels sur le Portugal (11 mars 1992)

**Légende:** Le 11 mars 1992, la Commission européenne fait une évaluation à mi-parcours de l'impact du cadre communautaire d'appui (CCA) pour le Portugal, couvrant la période 1989-1993, sur le développement de l'économie portugaise.

**Source:** RAPID. The Press and Communication Service of the European Commission. [EN LIGNE]. [Bruxelles]: Commission européenne, [15.10.2007]. MEMO/92/19. Disponible sur <http://europa.eu/rapid/searchAction.do>.

**Copyright:** (c) Union européenne, 1995-2012

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/memorandum\\_de\\_la\\_commission\\_sur\\_l\\_impact\\_des\\_fonds\\_structurels\\_sur\\_le\\_portugal\\_11\\_mars\\_1992-fr-0e312456-7cd0-41ba-8acb-7f67e1a3963e.html](http://www.cvce.eu/obj/memorandum_de_la_commission_sur_l_impact_des_fonds_structurels_sur_le_portugal_11_mars_1992-fr-0e312456-7cd0-41ba-8acb-7f67e1a3963e.html)

**Date de dernière mise à jour:** 07/09/2012

## Impact des fonds structurels sur le Portugal (11 mars 1992)

Le cadre communautaire d'appui pour le Portugal a dépassé la moitié de sa durée d'application et il est par conséquent utile d'évaluer son impact sur l'économie portugaise à ce jour. Le CCA est un plan cadre pour la mise en œuvre d'une série de programmes financés par les trois fonds structurels (régional, social et orientation agricole) et les crédits budgétaires spéciaux pour le PEDIP (Programme pour le développement de l'industrie portugaise).

Il a été décidé le 31 octobre 1989 et couvre la période de cinq ans 1989-1993. Il prévoit des dépenses publiques totales d'environ 12,5 milliards d'écus dont 7,5 milliards d'écus (60 %) sont fournis par des fonds communautaires.

Le taux d'exécution du CCA a connu un accroissement rapide. Après un démarrage assez lent en 1989, il avait atteint 40 % du total à la fin de 1991, dont la moitié a été réalisée au cours de la seule année 1991. Cette accélération nous permet de prévoir que tous les fonds communautaires réservés seront absorbés à la fin de l'année 1993. En effet, la pression sur certains programmes opérationnels est telle qu'ils tendent à dépasser leur budget. L'argent sera transféré à partir d'autres actions qui se déroulent d'une façon un peu plus lente afin de garantir l'absorption globale complète des fonds réservés.

Les programmes communautaires ont un impact croissant sur le PIB portugais. Alors qu'en 1988 les investissements cofinancés par les fonds structurels s'élevaient à 2,5 % du PIB portugais, on s'attend à ce qu'ils atteignent 7,1 % en 1993. La part de la formation de capital fixe cofinancée dans la formation de capital fixe totale, en 1988, était de 9,3 % et elle devrait atteindre 27,1 % en 1993. Ces chiffres traduisent une participation massive et sans précédent de la Communauté européenne au développement de l'économie portugaise. L'argent communautaire ne remplace pas l'argent portugais, il s'y ajoute. En outre, les autorités portugaises ont effectivement augmenté leurs investissements publics dans les secteurs prioritaires de la stratégie de développement du CCA. En utilisant le langage communautaire, on peut dire qu'il s'agit là d'une véritable "additionnalité".

L'impact de cette augmentation des investissements est particulièrement fort dans les secteurs cruciaux du point de vue des perspectives de croissance à long terme du Portugal. Ainsi, avec l'aide de la Communauté, les investissements publics se sont accrus, au cours de la période 1988-1991, de 134 % dans les transports, de 406 % dans l'enseignement, de 163 % dans le domaine de la recherche et du développement et de 84 % dans les secteurs relevant de la compétence des autorités locales.

Le voyageur qui visite le Portugal peut voir une foule de signes matérialisant cette vague d'investissements publics. Ils sont aussi nombreux que les investissements privés qui ont été encouragés par la connaissance du fait que la Communauté européenne et les autorités portugaises sont en train de moderniser rapidement et efficacement les infrastructures nationales.

Une partie très importante du CCA est le programme de travaux routiers qui a vu la réalisation de l'autoroute Lisbonne-Porto l'année dernière. Tant le tracé principal que les voies d'accès locales sont cofinancés par la Communauté. Un programme de construction massive d'écoles a été lancé afin que la dimension des classes corresponde au niveau communautaire moyen. Cela devra permettre de porter, d'ici à 1993, les taux de participation des étudiants au cycle secondaire au niveau communautaire ainsi que d'accroître considérablement le nombre de places disponibles pour la formation professionnelle et les études universitaires. Le programme PEDIP se combine à d'autres programmes dans le cadre du CCA pour permettre un saut qualitatif important de la production industrielle portugaise. A cet égard, le projet récent le plus frappant a peut-être été la pose de la première pierre de l'usine FORD/VW à Palmela au mois de juillet 1991. Ce projet, qui bénéficie de l'aide communautaire, sera le plus grand dans l'histoire du Portugal.

Le programme régional cofinance la modernisation du système du tout-à-l'égout se déversant en mer sur la Costa do Estoril, qui est le principal site balnéaire pour la population de Lisbonne et pour un grand nombre de touristes étrangers.

Le CCA, basé sur un plan proposé à l'échelle nationale, est soutenu par un certain nombre de programmes lancés à l'initiative de la Communauté. Ceux-ci concernent des améliorations de l'environnement, en particulier sur la côte, dans les villes et dans les grandes villes (ENVIREG); la création d'un réseau de distribution de gaz destiné aux particuliers et aux clients commerciaux (REGEN); les communications et d'autres améliorations en faveur des Iles portugaises (REGIS) et les mesures visant à favoriser l'intégration des économies des régions précédemment divisées et situées en bordure de la frontière avec l'Espagne (INTERREG). Ce programme est de loin le plus important programme INTERREG de la Communauté et la contribution communautaire totale pour l'Espagne et le Portugal ensemble s'élèvera à 365 millions d'écus.

Ces exemples montrent qu'avec l'aide de la Communauté, le Portugal subit actuellement une transformation qui lui permettra d'occuper une position concurrentielle favorable sur le marché européen et de prendre la place qui lui revient dans l'union économique et monétaire.

\* \* \*